

Nîmes, le 10 décembre 2024

Cellule Déchets

Courriel : uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE n° 2024-065-DREAL**

modifiant l'arrêté préfectoral n°12.017N du 15 février 2012

autorisant la poursuite de l'exploitation d'un centre de transit, de regroupement et de tri de déchets dangereux et non dangereux et de métaux, d'alliages, de déchets de métaux, ainsi que d'une installation de stockage, dépollution, démontage et découpage de véhicules hors d'usage et portant renouvellement de l'agrément de ladite installation de stockage, de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage par la SAS DURAND RECUPERATION sur la commune de Nîmes

**Le Préfet du Gard,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,**

- VU** le code de l'environnement et notamment son titre I du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 181-14, R. 122-2, R. 181-45 et R. 181-46 ;
- VU** le décret du Président de la République en conseil des ministres du 13 juillet 2023 portant nomination de monsieur Jérôme BONET en qualité de préfet du Gard ;
- VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation n°12.017N du 15 février 2012, autorisant la poursuite de l'exploitation d'un centre de transit, de regroupement et de tri de déchets dangereux et non dangereux et de métaux, d'alliages, de déchets de métaux, ainsi que d'une installation de stockage, dépollution, démontage et découpage de véhicules hors d'usage et portant renouvellement de l'agrément de ladite installation de stockage, de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage par la SAS DURAND RECUPERATION à l'adresse suivante : 83, avenue Joliot Curie – ZI Saint-Césaire 30900 NÎMES ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n°17.003N du 6 janvier 2017, modifiant les dispositions de l'article 10.3 de l'arrêté préfectoral n°12.017N du 15 février 2012 susvisé relatif à la conception générale des installations en imposant des mesures compensatoires à l'absence de désenfumage du hangar de stockage des métaux non ferreux ;

**VU** la demande de modification des conditions d'exploiter les installations classées autorisées par l'arrêté préfectoral n°12.017N du 15 février 2012 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire n°17.003N du 6 janvier 2017, portée à la connaissance du préfet par la SAS DURAND RECUPERATION par courrier daté du 7 août 2023 et le dossier joint, complété en dates du 9 octobre 2024 et du 29 octobre 2024 ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées, daté du 13/11/2024;

**VU** le projet d'arrêté préfectoral porté par courrier recommandé du 15/11/2024 à la connaissance de l'exploitant pour observations éventuelles ;

**VU** l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission de l'arrêté préfectoral complémentaire susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que la SAS DURAND RECUPERATION a transmis par courrier en date du 7 août 2023 un dossier de porter à connaissance visant à à mettre à jour les activités de son site de Nîmes ;

**CONSIDÉRANT** qu'en application des articles R. 181-46 du code de l'environnement, le dossier de porter à connaissance transmis, complété en dates du 9 octobre 2024 et du 29 octobre 2024, comporte les éléments d'appréciation relatifs aux modifications apportées et souhaitées et à son mode d'exploitation ;

**CONSIDÉRANT** que les modifications sollicitées ne constituent pas des modifications substantielles de l'autorisation environnementale au sens du I de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que la nature et l'ampleur de ces modifications ne rendent pas nécessaire la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

**CONSIDÉRANT** que les modifications sollicitées conduisent notamment à une augmentation des capacités de stockage annuel et/ou ponctuel de déchets de métaux ferreux et non ferreux susceptibles d'être présents sur son site de Nîmes et à une réorganisation des stockages et des conditionnements des déchets définis à l'article 1.5 de l'arrêté préfectoral n°12.017N du 15 février 2012 susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que les prescriptions de l'arrêté préfectoral n°12.017N du 15 février 2012 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire n°17.003N du 6 janvier 2017 susvisé doivent être modifiées en conséquence pour prendre en compte ces modifications ;

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la Préfecture ;

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1 – BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'ARRÊTÉ**

Sans préjudice des prescriptions des actes antérieurs ou des arrêtés ministériels applicables, les installations de la SAS DURAND RECUPERATION, ci-après nommée l'exploitant, de n° SIRET 30192110200010, situées au 83 avenue Joliot Curie 30900 NÎMES, sont soumises aux prescriptions complémentaires suivantes.

### **ARTICLE 2 – ARTICLES MODIFIÉS**

- Les articles 1.3. et 1.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°12.017N du 15 février 2012 susvisé sont remplacés par les articles suivants :

« Article 1.3 Consistance des installations autorisées

Les installations classées pour la protection de l'environnement, ainsi que les installations situées dans l'établissement, non classées, mais connexes à des installations classées, sont soumises aux prescriptions du présent arrêté, en application des dispositions de l'article R. 181-1 du code de l'environnement.

L'établissement, comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé conformément au schéma d'implantation joint à la demande de modification en date du 29 octobre 2024 et dont un exemplaire demeurera annexé au présent arrêté.

La consistance des installations autorisées est la suivante :

- ◆ un hangar couvert de 1200 m<sup>2</sup> de surface totale utilisé exclusivement pour le stockage de métaux non ferreux,
- ◆ un hangar couvert de 500 m<sup>2</sup> utilisé pour le stockage des batteries au plomb et de métaux non ferreux,
- ◆ des locaux à usage de bureaux, sanitaires et vestiaires,
- ◆ un hangar à usage de magasin et d'entretien mécanique, abritant un poste de distribution de carburant avec dépôt enterré de gazole et fioul, le stockage des pièces et produits pour l'entretien des machines et une aire de lavage des engins avec séparateur à hydrocarbures,
- ◆ un local de stockage des hydrocarbures et fluides issus de l'entretien,
- ◆ des aires extérieures réparties comme suit :
  - un pont bascule avec portique de détection de la radioactivité,
  - des voiries permettant la circulation sur la totalité de la périphérie du site,
  - une zone de travail de 1945 m<sup>2</sup> avec pelle mobile et presse-cisaille,
  - des bennes étanches pour le stockage des déchets non dangereux,
  - des aires de stockage de ferrailles,
- ◆ une activité de récupération de carcasses de véhicules hors d'usage (VHU) exercée sur une superficie de 1700 m<sup>2</sup>, comprenant :
  - une aire d'entreposage des VHU non dépollués,
  - une aire d'entreposage des VHU dépollués,
  - une aire de dépollution couverte,
  - un local de stockage des hydrocarbures et fluides issus de la dépollution des VHU,
  - un aplatisseur. »

#### « Article 1.5 Liste des déchets admis sur le centre

Seuls sont admis sur le centre les déchets, listés ci-après et selon les quantités et les modalités de stockage et de conditionnement définis comme il suit :

Nature et code nomenclature	Quantité annuelle réceptionnée	Quantité maximale stockée sur le site	Lieu de stockage	Mode de conditionnement	Filière d'élimination ou de traitement
Métaux ferreux 17 04 05 17 04 07 16 01 17	50 000 t	3 000 t	Dalle extérieure	Vrac Alvéoles de stockage Bennes	Acierie Recyclage

Nature et code nomenclature	Quantité annuelle réceptionnée	Quantité maximale stockée sur le site	Lieu de stockage	Mode de conditionnement	Filière d'élimination ou de traitement
Métaux nobles (cuivre, zinc, aluminium, plomb, inox,...) 17 04 01 17 04 02 17 04 03 17 04 04	3 000 t	350 t	200 t dans le hangar 150 t sur la dalle Est	Vrac et compactés Bennes	Fonderie Recyclage
Batteries 16 06 01* 16 06 02*	1 000 t	30 m <sup>3</sup>	Hangar	Palette plastique	Recyclage Régénération
Véhicules hors d'usage (VHU) 16 01 04* 16 01 06	Minimum 1700 VHU/an Maximum 2000 VHU/an	20 VHU	Aire extérieure	-	Recyclage
Pneus 16 01 03	60 m <sup>3</sup> /an	30 m <sup>3</sup>	Aire extérieure	Benne	Valorisation énergétique

»

### ARTICLE 3 – ARTICLES COMPLÉTÉS

Les articles 1.8. et 5.9.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°12.017N du 15 février 2012 susvisés sont complétés par les dispositions suivantes :

« **L'Article 1.8 Réglementations particulières** est complété par les textes réglementaires suivants :

- arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
- arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n°2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement. »

« - **L'article 5.9.1 - Points de rejet** est complété par les dispositions suivantes :

Les eaux pluviales rejetées au milieu naturel respectent également les valeurs limites de concentration suivantes.



Paramètres	Code SANDRE	Seuils limites
Mercure et ses composés (en Hg)	1387	25 µg/l
Chrome et ses composés (dont chrome hexavalent et ses composés exprimés en chrome)	1389	0,1 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j (dont Cr6+ : 50µg/l)
Cuivre et ses composés (en Cu)	1392	0,150 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j
Nickel et ses composés	1386	0,2 mg/l si le rejet dépasse 5g/j
Plomb et ses composés (en Pb)	1382	0,1 mg/l si le rejet dépasse 5g/j
Zinc et ses composés (en Zn)	1383	0,8 mg/l si le rejet dépasse 20 g/j

»

#### ARTICLE 4 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS (art. L. 171-11 du code de l'environnement)

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction, conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement.

Conformément à l'article R.421-1 du code de justice administrative, il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de NÎMES situé 16 Avenue Feuchères, 30000 Nîmes, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, soit par voie postale, soit via l'application information « Telerecours Citoyens » accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

#### ARTICLE 5 – INFORMATION DES TIERS (art. R.171-1 du code de l'environnement)

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département du Gard pendant une durée minimale de deux mois.

Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de NÎMES et pourra y être consultée.

Un extrait de cet arrêté est affiché en mairie de la commune de NÎMES pendant une durée minimum d'un mois : procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire concerné.

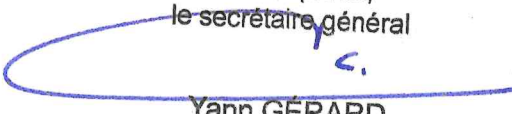
Le présent arrêté est publié sur le site internet gouvernemental Géorisques – rubrique Installations classées pour la protection de l'environnement, à l'adresse :

<https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees?page=1>

#### ARTICLE 6 - EXÉCUTION

Le secrétaire général de la Préfecture du Gard, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de NÎMES, ainsi qu'à la SAS DURAND RÉCUPÉRATION.

Le préfet  
Pour le préfet,  
le secrétaire général

  
Yann GÉRARD

## Annexe : Schéma d'implantation des installations autorisées

